

La question des arbres hors-forêts (TOF)<sup>1</sup>  
dans la problématique d'appropriation foncière et fruitière en Afrique

**Alain Karsenty, Nicole Sibelet, CIRAD**

In Alexandre D.Y., Bied-Charreton M. & J.-P. Lescure (eds), 1999.- Les Arbres Hors Forêt. Rapport pour la FAO, IRD-Orléans, 197 p.

- **L'ambivalence des TOF comme marqueurs fonciers**

Les arbres, existants ou plantés, peuvent être à la fois indicateurs d'appropriation foncière (thème du marqueur foncier) et signe de dissociation entre le foncier et la ressource. Si le premier cas de figure a été abondamment soulevé dans la littérature, il n'en va pas de même du second. Signalons l'exemple des Comores (Saïd, 1998), où la plantation d'arbres s'effectue par des tiers sur des terrains immatriculés, sans remise en cause directe de la propriété foncière "moderne" mais en vertu de la tradition islamique (partiellement réinterprétée) qui attribue les fruits du travail de la terre à son auteur. Signalons également l'exemple de la Côte d'Ivoire, où dans les forêts du domaine rural, les paysans négocient avec les exploitants forestiers une valeur d'indemnisation à partir des dégâts aux cultures provoquées par la chute de l'arbre ; en termes économiques, cela signifie que la propriété de l'arbre n'est pas revendiquée mais qu'il y a demande de compensation d'une "externalité".

- **Les TOF, points de rencontre et de tension entre pratiques paysannes et codes forestiers.**

Dans plusieurs pays africains, les arbres de valeur commerciale sont soumis aux conditions du code forestier, même s'ils sont situés en dehors des espaces forestiers expressément réservés par l'État, comme les forêts classées. Cela signifie que les conditions de leur utilisation sont définies par le service forestier, et que juridiquement l'arbre n'appartient pas à celui qui l'a (éventuellement) planté. Cette extension des prérogatives de l'État au-delà de son domaine *stricto sensu* (les forêts immatriculées au nom de l'État suivant une procédure définie et contraignante) est l'expression des ambiguïtés de l'articulation entre le droit foncier et le régime forestier dans les pays africains de tradition juridique d'inspiration française où les terres non immatriculées sont censées "appartenir (par défaut) à l'État". Comment cette ambiguïté est-elle vécue par les ruraux, c'est-à-dire dans quelle mesure influence-t-elle leurs attitudes et leurs prises de décision vis-à-vis de l'arbre dans les espaces cultivés et les jachères ? La réponse semble dépendre largement des rapports effectifs établis entre ruraux et l'Administration, et est également liée à la valeur commerciale des arbres. Au Cameroun comme en Côte d'Ivoire, la délivrance de permis d'exploitation à des sociétés d'exploitation forestières dans le "domaine national" (le pendant du "domaine rural" ivoirien) est fréquemment source de conflits si l'exploitant refuse de négocier, parfois arbre par arbre, sur des bases variables (logique d'indemnisation pour dégâts aux cultures, logique de vente des arbres en fonction de leurs valeurs commerciales potentielles).

Dans les zones tropicales humides d'Afrique centrale où les paysans considèrent que leurs droits coutumiers sont anciens et bien établis, le maintien et la plantation des arbres est corollaire de la certitude que le rapport de force pourra être favorable aux ruraux lors de

---

<sup>1</sup> Les arbres hors-forêts sont appelés TOF acronyme de Trees Outside Forest selon la définition de la FAO

négociations. A l'inverse, là où les paysans sont moins assurés de leur légitimité (défrichement en forêts classées par exemple), l'élimination des arbres "résiduels", si elle n'est pas sanctionnée immédiatement, est une tentative d'échapper aux contraintes du régime forestier et d'imposer un fait d'appropriation. Ici, l'arbre est le "marqueur foncier" de l'État et son élimination est un moyen d'appropriation de la terre.

- **Les TOF, expression d'innovation agro-foncières**

Étroitement liée aux problématiques précédentes sur les évolutions dans les modes d'appropriation, les relations entre présence de TOF et pression démographique sont un des points majeurs qu'on peut attendre de cette initiative. C'est l'occasion de travailler, au delà des études de terroirs localisées, à la vérification/infirmité des thèses boserupiennes<sup>2</sup> (Boserup, 1970) à des échelles régionales, en croisant les inventaires avec des cartes démographiques.

Là où les projets de reboisement classiques échouent dans des régions à fortes pressions démographiques, les agriculteurs plantent pourtant des arbres dans leurs champs pour aboutir à des systèmes de cultures densément arborés.

Cette dynamique a été détaillée dans au moins deux cas : le Fouta Djallon en Guinée (Lauga-Sallenave, 1997) et l'île d'Anjouan (Sibelet, 1995). La plantation d'arbres y est complexe. Elle peut, dans certains champs, mêler ou non des cultures de vente à des cultures fruitières destinées à l'autoconsommation et s'accompagne souvent d'une modification de nature et d'une diversification des cultures annuelles sous-jacentes.

Une haie vive peut clôturer certaines parcelles conférant ainsi une structure de bocage à certains terroirs. L'arbre, alors disposé en structure linéaire, fait office de barrière. Il constitue une protection vis à vis de l'extérieur : lutte contre la divagation du bétail, lutte contre le vol, lutte contre les esprits. La fonction de marqueur foncier n'est pas essentielle. La propriété est ici bien établie du point de vue coutumier même si elle n'est pas enregistrée au cadastre ; des parcelles se vendent entre villageois.

Ainsi, sur le plan social, l'arbre assure la fonction la plus significative de la situation concernée. Quand la propriété est en question en premier lieu, l'arbre assure en priorité une fonction de marqueur foncier. Quand la pression des hommes et de leurs animaux est forte, l'arbre offre une protection contre leurs écarts.

La plantation d'arbres par des individus peut aussi remettre en cause des règles communautaires. Ainsi clôturer une parcelle revient à la soustraire d'un système d'assolement villageois. Une parcelle clôturée ne peut plus être dévolue à la vaine pâture.

Une observation des photographies aériennes tend à prouver, dans le cas des Comores, que le peuplement arboré est plus important quantitativement aujourd'hui qu'il y a trente ans. La forêt dite naturelle a régressé mais un paysage arboré s'est développé dans les champs des paysans. Des études plus approfondies pourraient établir ce que les TOF compensent des arbres disparus de la forêt. Ceci conduirait à modifier les évaluations des ressources et à changer de regard sur celles-ci.

A propos de regard, Fairhead et Leach (1995) montrent, par une approche historique, que dans la zone de mosaïque forêt-savane de l'Afrique de l'Ouest, contrairement à l'idée communément admise, la surface de la forêt a progressé aux dépens de la savane.

---

<sup>2</sup> La croissance démographique pousse, sur le long terme, les sociétés à adopter des innovations dégageant une production alimentaire totale plus grande

Dans tous les cas cités, les pratiques agroécologiques ont créé une arborisation du paysage évoluant en fonction de la politique, de l'économie, de la démographie et du climat.

Autant d'arguments qui montrent que l'évolution de la ressource renseigne plus que son état.

### **Quelles questions dans l'inventaire des TOF ?**

Du point de vue qui est le nôtre, l'évolution de la ressource est plus intéressante que son décompte, donc les comparaisons entre inventaires constituent un matériau intéressant pour caler notre problématique. Les grandes questions qui semblent apparaître sont les suivantes. Comment relier la dynamique des TOF à des évolutions dans les formes d'appropriation ? Comment interpréter leur apparition ou leur régression dans des systèmes agraires ?

Si des éléments de réponse sont disponibles sur ces questions, il pourra être envisager une réflexion sur les transformations institutionnelles (droits de propriété au sens large, régime forestier, articulation des régimes fonciers et forestiers, système de délivrance des permis, régime d'indemnisation et de recours...) favorables au maintien ou à l'introduction d'arbres dans les systèmes agraires.

### **Bibliographie**

**Boserup E.**, 1970, Évolution agraire et pression démographique, Flammarion

**Buttoud G.**, 1996, La forêt et l'État en Afrique sèche et à Madagascar, Karthala.

**Fairhead J., Leach M.**, 1995, L'enrichissement des paysages des zones de transition de forêt-savane en Guinée. Histoire sociale et pratiques paysannes. In : Pichot J. (ed.), Sibelet N. (ed.), Lacoëuilhe J.J. (ed.), Ministère de la Coopération., Fertilité du milieu et stratégies paysannes sous les tropiques humides. Actes du séminaire. Montpellier, France, CIRAD-SAR, p. 399-406 ill., réf. Fertilité du Milieu et Stratégies Paysannes sous les Tropiques Humides, 1995/11/13-17, Montpellier, France. Colloques

**Fortmann L., Bruce J.W.** (Eds), 1988, Whose Trees? - Proprietary dimension of forestry, Westview Press.

**Lauga-Sallenave C.**, 1997 - Le cercle des haies. Paysages des agroéleveurs peuls du Fouta-Djalon (plaine des Timbis, Guinée). Université Paris X-Nanterre. 2 vol. 423 p. + 214 p. avec photo., fig., cartes, dessins hors-texte, (Thèse de doctorat de Géographie).

**Le Bris E., Le Roy E., Mathieu P.**, 1991, L'appropriation de la terre en Afrique Noire, Karthala

**Le Roy E., Karsenty A., Bertrand A.**, 1996, La sécurisation foncière pour une gestion viable des ressources renouvelables en Afrique. Karthala

**Neef A., Heidhues F.**, 1994, The role of land tenure in agroforestry : lessons from Benin. *Agroforestry Systems* 27 : 145-161.

**Shlager E., Ostrom E.**, "Property-rights Régimes and Natural Ressources: a Conceptual Analysis", *Land Economics*, Aug. 1992, 68 (3) : 249-262

**Saïd M.**, 1998, Conflits fonciers : atout ou contrainte pour la préservation de l'environnement. In : UMR REGARDS CNRS-ORSTOM Pour un dialogue entre chercheurs, opérateurs et

bailleurs de fonds Actes de la table ronde. Bordeaux, France, p.143-149. Dynamiques sociales et environnement, 1998/09/09-11, Bordeaux, France, pp. 241-247.

**Sibelet N.**, 1995 - L'innovation en milieu paysan ou la capacité des acteurs locaux à innover en présence d'intervenants extérieurs. Nouvelles pratiques de fertilisation et mise en bocage dans le Niumakélé (Anjouan, Comores), INA-PG, Paris, France, 261 p + biblio 25 p + annexes, (Thèse de doctorat).